

Fiche mission Volontaire de Solidarité Internationale de Réciprocité

Volontaire en appui aux projets et partenariats – Amérique Latine

Dans le cadre du projet PrODDige, le Service de Coopération au Développement (SCD), recherche 1 Volontaire de Solidarité Internationale de Réciprocité pour l'association Agir ensemble pour les droits humains pour une **mission de 15 mois à Lyon**, en France.

Cadre général de la mission

La mission s'inscrit dans le cadre du projet PrODDige III, porté par le SCD depuis 2019.

Le projet PrODDige – *Promouvoir et réaliser Ensemble les Objectifs de Développement Durable pour Innover et Grandir Ensemble* – vise à renforcer la mobilisation citoyenne pour la réalisation des ODD, dans 5 départements d'Auvergne Rhône Alpes, à travers le Volontariat de Solidarité Internationale de Réciprocité.

21 jeunes volontaires de réciprocité seront déployés sur le Grand Lyon, dans la Loire, la Drôme, l'Isère et l'Allier avec un double objectif :

- Appuyer les structures du territoire dans la mise en œuvre de projets de sensibilisation aux ODD et d'Education à la Citoyenneté et à la Solidarité Internationale auprès du public (80% de la mission, en individuel au sein de la structure d'accueil)
- Venir en appui aux Réseaux Départementaux Jeunesse et Solidarité Internationale, qui portent les questions d'Education à la Citoyenneté et à la Solidarité Internationale auprès des publics jeunes et des acteurs Jeunesse (20% de la mission, en collectif avec les autres volontaires PrODDige du même département)

La structure d'accueil

Agir ensemble pour les droits humains (Agir ensemble) est une ONG basée à Lyon, créée en 1989 pour s'allier avec les acteurs.rices de la société civile qui s'engagent dans la lutte contre les violations des droits humains. Son action se décline en trois axes : soutenir, protéger, et dénoncer.

Agir ensemble développe des partenariats avec des organisations locales en apportant un soutien financier et technique à leurs projets et en proposant un renforcement de leurs capacités, adapté à leurs besoins.

En 1999, Agir ensemble a créé le premier fonds d'urgence français dédié à la protection des défenseur.ses des droits humains (DDH), et l'un des premiers au monde. Aujourd'hui, Agir ensemble continue de se focaliser sur la protection d'urgence aux défenseur.ses, menacé.e.s du fait de leurs activités, et intègre également une protection préventive et collective, permettant de soutenir de manière holistique les DDH dans le besoin.

En outre, Agir ensemble mène des actions de plaidoyer et de sensibilisation du grand public, à l'échelle locale (en France et dans les pays d'intervention) et internationale, et favorise la mise en réseaux en lien étroit avec des partenaires locaux, pour relayer et amplifier leurs voix, notamment au sein d'instances multilatérales en s'appuyant sur son statut d'Observateur auprès de la Commission Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples (CADHP), statut consultatif auprès de l'Organisation des Nations Unies et auprès de l'Organisation Internationale pour la Francophonie.

Elle agit principalement dans cinq domaines : État de droit et démocratie ; Lutte contre la torture, les arrestations et les détentions arbitraires ; Droits des minorités sexuelles et de genre ; Droits des femmes et leadership féminin ; Droits des populations autochtones, leur culture et leurs terres.

Les projets d'Agir ensemble sont construits et mis en œuvre en lien étroit avec les partenaires locaux, dans une démarche encourageant la mutualisation, la capitalisation, le partage des savoirs et expériences mutuels, l'intelligence collective et les échanges entre associations.

Actuellement, Agir ensemble travaille avec 42 partenaires locaux de mise en œuvre dans 21 pays d'intervention différents.

La mission

Le·la volontaire sera amené·e à travailler sur le projet « Femmes, enfants et jeunes libres de violence à Buenaventura, Colombie », qui vise à accompagner des femmes, enfants et jeunes dans la mobilisation pour leurs droits, la non-violence et la construction de la paix à Buenaventura en Colombie.

À Buenaventura, la violence, les menaces et les assassinats de leaders.euses sociaux, la pauvreté et le manque d'opportunités engendrent des disparitions forcées et des déplacements ou confinements des communautés. Étant instrumentalisé.e.s dans ces conflits armés, enfants, jeunes et femmes sont les principales victimes de la violence.

Dans ce contexte, le projet vise à rompre le cycle et la normalisation de la violence en accompagnant les enfants, jeunes et femmes à leur développement personnel et social ainsi qu'à devenir promoteur.ice.s de leurs droits et d'une culture de paix parmi leurs communautés. Le projet entend également répondre aux problématiques d'insécurité et de violence au sein des familles et institutions éducatives en les accompagnant à devenir des environnements protecteurs.

De plus, le·la volontaire de solidarité internationale sera amené·e à participer au développement de la stratégie "Amérique Latine" de l'association en participant aux réunions organisées par les différents réseaux de protection et de plaidoyer actifs en Amérique Latine et Centrale. Il.Elle assistera les chargées de projets dans le montage de nouveaux projets en Amérique Latine.

Sous la supervision de la chargée de projets et partenariats, le·la volontaire de solidarité internationale affectée au projet sera amené·e à :

- Effectuer une veille documentaire sur la situation des droits des enfants, jeunes et femmes à Buenaventura et en Colombie afin d'alimenter le matériel de plaidoyer ;
- Élaborer des publications et outils de communication sur le contexte national et territorial ;
- Participer à l'élaboration et l'analyse d'outils de suivi de projet, des indicateurs chiffrés et du renforcement de capacités des partenaires ;
- Participer au suivi régulier des activités du projet et appuyer la révision des rapports d'activités envoyés par les partenaires locaux,
- Traduire des documents de l'espagnol au français et vice versa, selon les besoins ;
- Participer aux réunions du projet avec l'équipe au siège et avec les partenaires colombiens et internationaux et faire des comptes rendus détaillés ;
- Participer aux réunions organisées par les réseaux de protection en liens avec l'Amérique Latine et Centrale ;
- Participer au déploiement de la stratégie Amérique Latine de l'association et au montage de nouveaux projets dans la région ;
- Effectuer une veille des opportunités de cofinancement sur différents sites et plateformes et évaluer leur viabilité ;
- Participer à l'élaboration des propositions de projet pour répondre aux appels à projets sélectionnés ;

- Contribuer à l'organisation d'évènements publics de plaidoyer et sensibilisation en France, Belgique et à l'international en lien avec les réseaux partenaires du projet Buenaventura ;
- Participer à la valorisation des actions d'ECSI portées par Agir ensemble en France, en lien avec le projet Buenaventura et les thématiques transversales de l'association, en contribuant à la conception d'outils de communication et plaidoyer ou à l'animation de temps publics sur les droits humains, intégrant les ODD ;
- Participer à faire connaître le(s) projet(s) d'Agir ensemble en Amérique Latine et Centrale auprès d'autres organisations de défense des droits humains et du grand public.

Profil recherché

- Avoir moins de 30 ans
- Fort intérêt pour les droits humains
- Connaissances sur les droits des femmes, des enfants et des jeunes
- Expérience dans le secteur associatif valorisée
- Bonne compréhension du français à l'oral comme à l'écrit
- Ouverture d'esprit, goût pour les relations humaines et l'interculturalité
- Autonomie, capacités d'analyse et sens de l'organisation
- Aisance dans la rédaction
- Maîtrise des outils informatiques (Suite Office, Canva, entre autres.)

Conditions de la mission

- Statut VSI de Réciprocité selon le cadre de la [loi de 2005](#)
- Contrat de 12 mois, renouvelable 3 mois à partir de **novembre 2025**
- Durée de la mission (en structure d'accueil + en collectif) : 35 h/semaine
- 2 jours de congés acquis par mois de mission effectué
- Indemnité mensuelle de 800€ + indemnité complémentaire de logement
- Prime d'installation de 500€, versée à l'arrivée
- Indemnité retour à la fin de la mission de 800 € pour 12 mois de mission consécutifs (sous réserve d'un retour effectif dans le pays d'origine)
- Prise en charge du billet d'avion A/R sur le lieu de mission
- Prise en charge de la couverture santé, responsabilité civile et rapatriement

Pour postuler

Envoyer **CV** et **lettre de motivation** par mail à Mme. LAPEYRE Flavie via l'adresse mail recrutement@aedh.org avec en objet « VSI-R PrODDige », **avant le 03/08/2025**.